

RECHERCHE ET APPLICATION POUR LE DEVELOPPEMENT  
( RAD )



BAROMÈTRE  
YEBA

# RAPPORT

## SUR LE MONITORING DE LA GOUVERNANCE EN RDC

Mois : Janvier 2026

Astride NSIA  
*Responsable et chercheur Principal*

---

Réalisée par :



## RECHERCHE ET APPLICATION POUR LE DEVELOPPEMENT (RAD)

Recherche et Application pour le Développement (RAD) est une organisation non gouvernementale de recherche dédié à la production de recherches rigoureuses et appliquées, visant à renforcer la gouvernance et à promouvoir le développement. Notre mission est de contribuer à une meilleure gouvernance en fournissant des analyses pertinentes et des recommandations basées sur des données probantes, tout en défendant le droit des populations à être bien gouvernées. Nous nous engageons à éclairer les décideurs, à stimuler le débat public et à établir des partenariats stratégiques pour un développement inclusif et durable.

### 1. Mission

- Produire et diffuser des recherches appliquées de haute qualité dans les domaines de la gouvernance politique, sécuritaire, économique et des ressources naturelles.
- Stimuler le débat public et la participation citoyenne à travers l'organisation de forums et de discussions sur les politiques publiques.
- Établir des partenariats stratégiques avec les institutions universitaires pour renforcer la production de connaissances et la formation des acteurs du développement.
- Fournir une expertise et un accompagnement aux acteurs

publics et privés pour la conception et la mise en œuvre de politiques et de programmes de développement efficaces.

### 2. Objectifs

#### Objectifs de recherche

- Réaliser des études et des analyses rigoureuses sur les enjeux et défis de gouvernance, de sécurité, d'économie et de gestion des ressources naturelles au niveau national, provincial et au niveau local.
- Développer des outils et des méthodologies innovantes pour l'analyse des politiques publiques et l'évaluation de leur impact.
- Publier des rapports et des articles de recherche dans des revues scientifiques et des plateformes de diffusion reconnues.
- Fournir des analyses et des recommandations aux décideurs politiques pour l'amélioration de la gouvernance.
- Accompagner les acteurs publics dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques efficaces.
- Renforcer les capacités des acteurs locaux en matière de gouvernance et de développement.

### **Objectifs de débat public**

- Organiser des débats publics réguliers sur les thématiques clés du développement.
- Faciliter le dialogue entre les acteurs publics, privés et de la société civile.
- Produire des synthèses et des recommandations issues des débats pour éclairer les décideurs.

### **Objectifs de partenariat universitaire**

- Établir des conventions de partenariat avec les universités pour la réalisation de projets de recherche conjoints.
- Organiser des séminaires et des ateliers de formation pour les étudiants et les professionnels du développement.

### **3. Valeurs**

- Indépendance et objectivité
- Rigueur scientifique
- Intégrité et éthique
- Engagement pour le développement durable
- Inclusion et participation

## Introduction

Le mois de janvier 2026, premier mois de l'année, s'inscrit dans un contexte particulièrement exigeant pour la gouvernance publique. Traditionnellement porteur de fortes attentes citoyennes, ce début d'année est marqué par des circonstances exceptionnelles, notamment une situation sécuritaire préoccupante liée à la guerre ainsi que des tensions économiques persistantes. Dans ce climat, les exigences en matière de transparence, d'efficacité et de redevabilité de l'action publique se trouvent considérablement renforcées.

C'est dans ce cadre que le présent baromètre, réalisé par RAD, propose une lecture analytique des dynamiques de gouvernance publique. Il s'appuie sur l'identification de dix-neuf actions réparties dans quatorze secteurs publics clés, traduisant ainsi une volonté de couvrir de manière large et structurée les domaines stratégiques de l'action gouvernementale. Cette approche permet de mieux appréhender les priorités, les efforts engagés ainsi que les éventuelles insuffisances observées dans la mise en œuvre des politiques publiques.

Dans cette optique, le baromètre du mois de janvier 2026 s'articule autour de trois axes d'analyse principaux. Ceux-ci visent à évaluer, d'une part, la cohérence des actions entreprises, d'autre part, leur niveau de mise en œuvre effective, et enfin, leur répartition. À travers cette triple lecture, ce rapport ambitionne de fournir un outil d'aide à la décision, tout en contribuant à un débat public informé sur la qualité de la gouvernance.

Ainsi, cette première édition de l'année se veut à la fois un instrument de suivi, d'évaluation et d'alerte, dans un contexte où la performance de l'action publique demeure plus que jamais au cœur des préoccupations nationales.

## I. Analyse sectorielle

N°	Secteur	Pourcentage
1	Gouvernance institutionnelle	10,53 %
2	Industrie	5,26 %
3	Sécurité	5,26 %
4	Commerce extérieur	5,26 %
5	Finances	10,53 %
6	Intérieur	15,79 %
7	Formation professionnelle	10,53 %
8	Défense	5,26 %
9	Environnement	5,26 %
10	Infrastructures	5,26 %
11	Plan	5,26 %
12	Justice	5,26 %
13	Culture	5,26 %
14	Budget	5,26 %
	<b>Total</b>	<b>100 %</b>

*Tableau 1 : Répartition des actions gouvernementale*

L'examen de la distribution des actions dans le cadre du baromètre de janvier 2026 permet de dégager une structuration nette autour de trois niveaux d'intensité : un niveau élevé (15,79 %), un niveau intermédiaire (10,53 %) et un niveau faible (5,26 %). Cette catégorisation met en lumière les priorités effectives de l'action publique dans un contexte national marqué par des tensions sécuritaires, des contraintes économiques et de fortes attentes citoyennes.

### **I.1. Le niveau élevé d'intervention (15,79 %) : une priorité sécuritaire et administrative**

Le secteur de l'Intérieur, avec 15,79 %, constitue le niveau le plus élevé d'intervention observé. Cette concentration des actions traduit une priorité claire accordée à la gestion des affaires internes de l'État, dans un contexte où les enjeux sécuritaires et institutionnels dominent l'agenda public. Plusieurs actions concrètes illustrent cette dynamique. Il s'agit notamment du renforcement de la couverture sécuritaire de l'opération *Nbobo*, visant à intensifier la présence des forces de l'ordre dans les zones sensibles, de la reprise des audiences foraines contre les Kuluna arrêtés en décembre, traduisant une volonté de réponse judiciaire rapide face à la criminalité urbaine, ainsi que de l'organisation d'un atelier national pour la restauration de l'autorité de l'État. Ce dernier a réuni des experts issus de différents secteurs concernés afin d'élaborer une feuille de route opérationnelle en vue de renforcer durablement la présence et l'efficacité de l'État sur l'ensemble du territoire.

Dans un environnement marqué par des défis sécuritaires persistants et une

pression accrue sur les institutions publiques, ce positionnement s'explique par la nécessité de renforcer le contrôle du territoire, d'assurer le maintien de l'ordre public et de consolider l'autorité de l'État. Le ministère de l'Intérieur joue à cet égard un rôle central, tant dans la coordination administrative que dans la gestion des entités territoriales et la régulation des dynamiques internes.

## **I.2. Le niveau intermédiaire d'intervention (10,53 %) : les piliers de la gouvernance et de la gestion publique**

Le deuxième groupe est constitué de trois secteurs : la Gouvernance institutionnelle, les Finances et la Formation professionnelle, chacun représentant 10,53 % des actions. Ce niveau intermédiaire reflète des domaines structurants pour le fonctionnement et la performance de l'État, où l'action publique combine pilotage stratégique, discipline financière et développement des compétences.

Dans le secteur de la Gouvernance institutionnelle, les actions identifiées illustrent une volonté claire de renforcement des mécanismes de coordination et de suivi. La mise en place d'un monitoring institutionnel, incluant le suivi des délibérations du Conseil des ministres, traduit une démarche proactive pour améliorer la transparence de l'action publique. Ces mesures visent à assurer un pilotage plus efficace des politiques publiques et à renforcer la capacité de l'État à traduire les décisions stratégiques en résultats concrets.

Dans le secteur des Finances, l'action telle que la mise en place d'un mécanisme sur l'état d'avancement de la rationalisation des dépenses publiques mettent en évidence l'engagement à optimiser l'utilisation des ressources publiques dans un contexte de contraintes budgétaires. Cette approche illustre la volonté de sécuriser les recettes, de contrôler les dépenses et de favoriser une gestion financière plus efficace et responsable, en cohérence avec les orientations présidentielles en matière de discipline budgétaire et de suivi ministériel strict.

Enfin, la Formation professionnelle constitue un levier stratégique pour renforcer le capital humain de l'État. La construction d'un centre de formation professionnelle destiné aux dépendants des militaires au camp Ex-Mobutu témoigne d'un investissement concret dans le développement des compétences. Cette initiative répond à la fois à des besoins immédiats en matière d'employabilité et à des enjeux plus larges d'adaptation aux mutations économiques et sociales. Elle illustre comment la formation professionnelle peut jouer un rôle transversal dans le soutien aux missions de l'État et au bien-être des populations concernées.

## **3. Le niveau faible d'intervention (5,26 %) : une dispersion sectorielle et des priorités différées**

Le troisième niveau regroupe l'ensemble des autres secteurs, chacun représentant 5,26 %. Il s'agit de l'Industrie, de la Sécurité, du Commerce extérieur, de la Défense,

de l'Environnement, des Infrastructures, du Plan, de la Justice, de la Culture et du Budget.

Cette catégorie se caractérise par une forte dispersion des actions, sans qu'aucun secteur ne se distingue particulièrement. Ce faible niveau d'intervention peut être interprété comme le résultat d'une priorisation stratégique en faveur des secteurs jugés plus urgents.

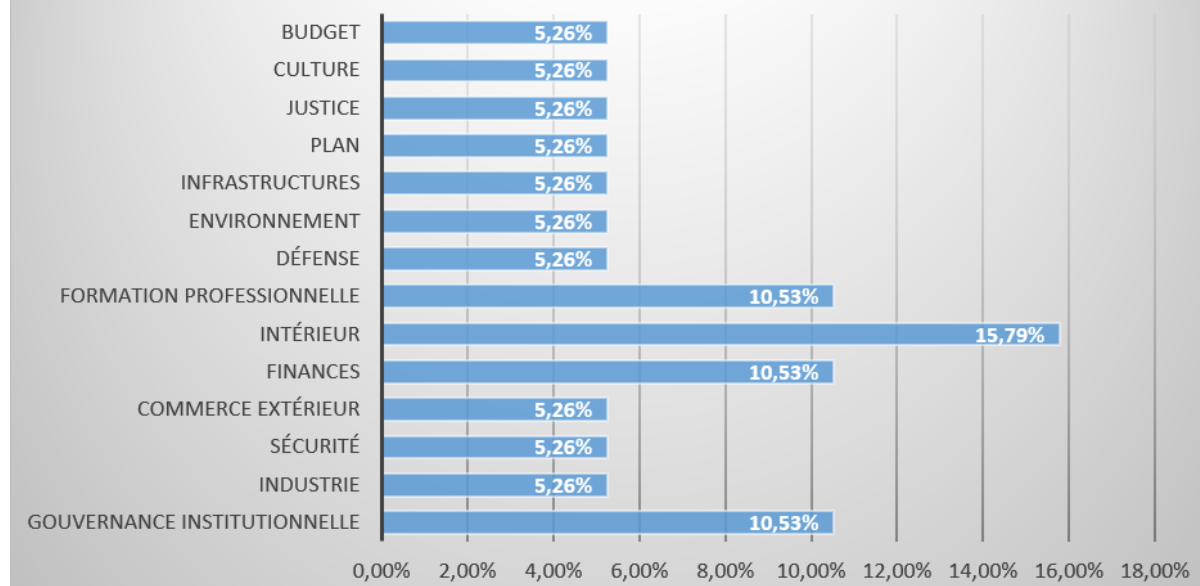
Les secteurs économiques tels que l'Industrie et le Commerce extérieur apparaissent en retrait, ce qui peut refléter un ralentissement des initiatives de relance économique en début d'année. De même, les Infrastructures et le Plan, pourtant essentiels pour le développement à long terme, semblent relégués au second plan dans l'immédiat.

La lecture de cette répartition selon les niveaux de 15 %, 10 % et 5 % met en évidence une gouvernance fortement concentrée sur les fonctions internes de l'État, notamment la gestion administrative, institutionnelle et financière. Cette orientation apparaît cohérente au regard du contexte de début d'année, marqué par des impératifs de stabilité, de contrôle et de rationalisation des ressources.

Cependant, la faible intensité d'intervention dans de nombreux secteurs clés du développement économique et social soulève des enjeux importants pour la suite de l'année. Un rééquilibrage progressif pourrait s'avérer nécessaire afin de soutenir une dynamique de croissance plus inclusive et de répondre de manière plus globale aux attentes des citoyens.

## BAROMETRE YEBA/RAD

### Analyse sectorielle des actions gouvernementale janvier 2026



Graphique 1 : Analyse sectorielle de l'action gouvernementale

## II. Analyse du niveau de réalisation des actions identifiées

niveau de réalisation	Pourcentage
En attente	26,32 %
Effectif	36,84 %
En cours d'exécution	10,53 %
Adopté	26,32 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>

*Tableau 2 : niveau de de réalisation*

Le baromètre de janvier 2026 permet de suivre l'état d'avancement des actions publiques sur l'ensemble des secteurs analysés. Les résultats mettent en évidence une dynamique différenciée selon le statut de chaque action, avec quatre catégories principales : *en attente*, *effectif*, *en cours d'exécution* et *adopté*.

### 1. Actions en attente (26,32 %)

Les actions en attente représentent 26,32 % du total. Elles regroupent les initiatives qui n'ont pas encore été lancées ou celles qui pourraient être mises en œuvre dans un futur proche. Cette proportion souligne qu'une part significative des plans identifiés reste à concrétiser sur le terrain. Elle reflète les délais nécessaires à la planification, à la mobilisation des ressources ou aux procédures préalables à l'exécution. Cette catégorie constitue un indicateur clé des priorités à activer rapidement pour maintenir le rythme des interventions publiques.

### 2. Actions en phase terminale ou déjà réalisées : Effectif et Adopté

Deux catégories permettent de distinguer les actions déjà concrètement mises en œuvre :

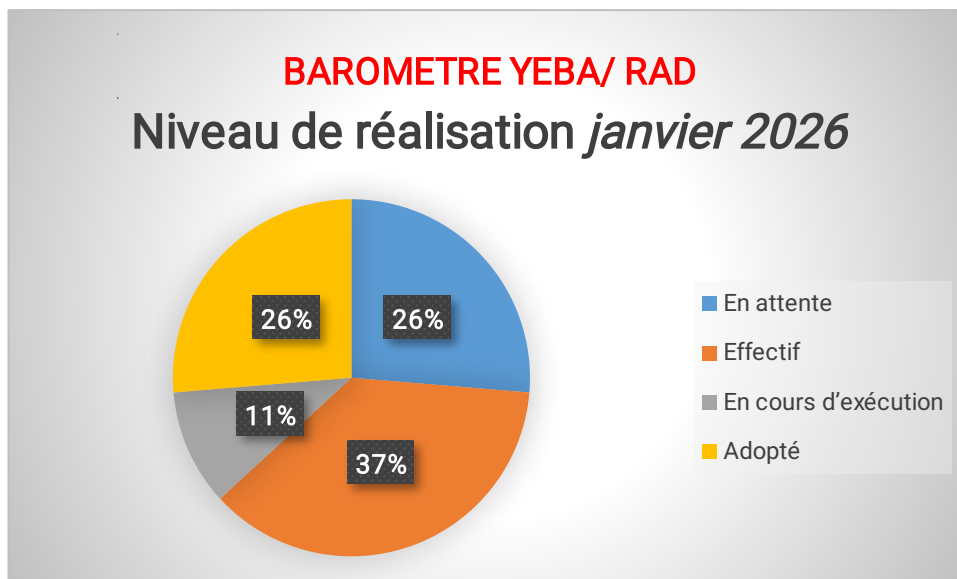
- ▶ **Effectif (36,84 %)** : Ces actions correspondent aux initiatives qui ont été lancées et totalement réalisées sur le terrain. Elles reflètent l'impact direct de l'action publique, traduisant des résultats tangibles observables dans les différents secteurs. Ce chiffre illustre la capacité de l'administration à transformer les décisions en actions opérationnelles.
- ▶ **Adopté (26,32 %)** : Ces actions sont de nature plus réglementaire ou institutionnelle. Bien qu'elles aient été officiellement approuvées, elles n'impliquent pas nécessairement une intervention directe sur le terrain. Cette distinction permet de différencier les réalisations effectives, visibles pour les citoyens, des mesures adoptées qui préparent ou encadrent l'action publique sans impact immédiat sur le terrain.

En combinant ces deux catégories, on obtient le niveau global de réalisation, qui

correspond à  $36,84 \% + 26,32 \% = 63,16 \%$ . Cela signifie que près des deux tiers des actions identifiées ont déjà été adoptées ou mises en œuvre, ce qui témoigne d'une avancée significative dans la concrétisation des initiatives prévues.

### 3. Actions en cours d'exécution (10,53 %)

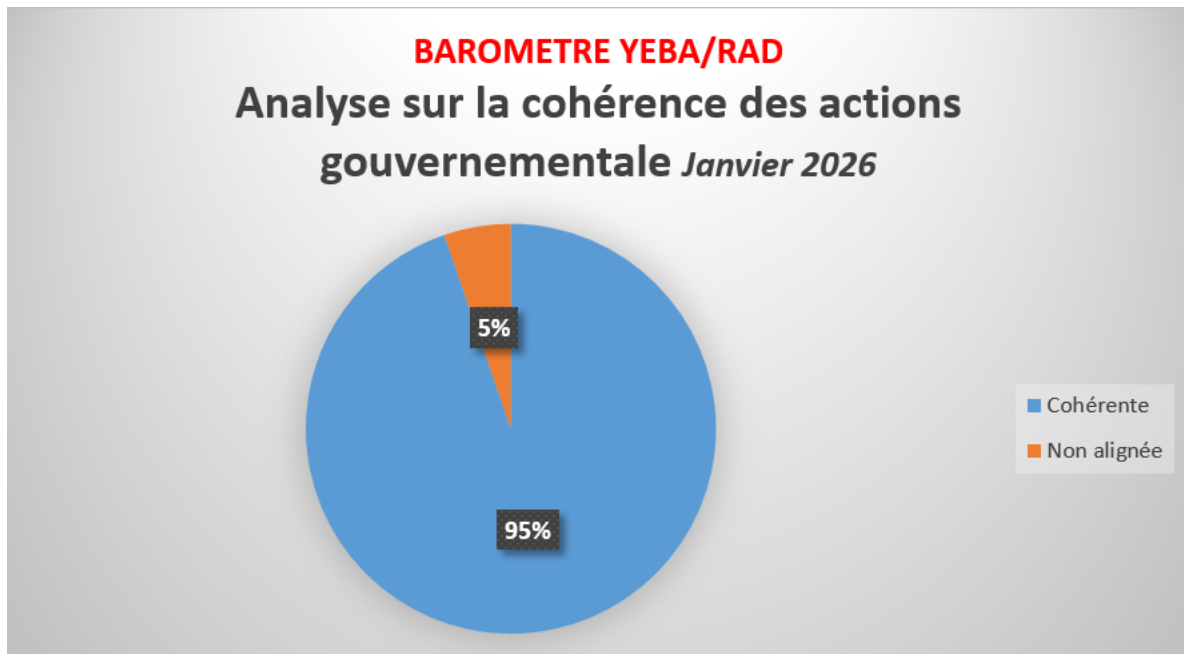
Les actions en cours d'exécution représentent 10,53 % du total. Elles concernent des initiatives qui ont été lancées mais qui ne sont pas encore arrivées à leur phase finale. Cette catégorie illustre le processus continu de mise en œuvre et la dynamique de suivi en cours. Elle indique également que certaines actions, bien que déjà entamées, nécessitent encore du temps et des ressources pour être complètement finalisées.



Graphique 2 : niveau de réalisation

### III. Cohérence des actions

L'évaluation de l'alignement stratégique montre que 95 % des actions sont cohérentes avec les engagements du quinquennat, tandis que 5 % apparaissent non alignées. Cette proportion très élevée confirme une planification réfléchie et un suivi rigoureux des politiques publiques, garantissant que les initiatives entreprises répondent aux objectifs fixés. Les actions non alignées, bien que minoritaires, représentent une marge d'amélioration pour éviter toute dispersion des efforts et renforcer l'efficacité globale.



*Graphique 3 : analyse sur la cohérence de l'action gouvernementale*

#### III.1. Répartition selon les engagements stratégiques

L'analyse des 19 actions par engagements montre la concentration des efforts sur des priorités spécifiques :

Engagement	Intitulé	Nombre d'actions
Engagement 1	Création d'emplois	1
Engagement 3	Protection du citoyen	3
Engagement 4	Économie compétitive	3
Engagement 5	Accès aux services de base	1
Engagement 6	Efficacité des services publics	9
Non précisé	-	2
<b>Total</b>		<b>19</b>

*Tableau 3 : répartition des engagements*

Cette répartition révèle que la majorité des actions (9 sur 19) est concentrée sur l'efficacité des services publics, reflétant l'importance accordée au renforcement des mécanismes institutionnels, à la rationalisation des dépenses et à la qualité du service rendu aux citoyens. Les engagements relatifs à la protection du citoyen et à l'économie compétitive comptent chacun 3 actions, traduisant une attention particulière aux enjeux sécuritaires et économiques. Les initiatives liées à la création d'emplois et à l'accès aux services de base sont moins nombreuses mais restent stratégiques pour répondre aux attentes prioritaires des populations. Deux actions restent non précisées, indiquant des domaines à clarifier ou à mieux documenter dans le suivi futur.

---

Recherche et Application pour le Développement

<http://rad-rdcongo.com> Mail : radredc601@gmail.com

## Conclusion

Le baromètre de janvier 2026 révèle une dynamique globale positive de la gouvernance publique, tant sur le plan de l'exécution que de la cohérence stratégique des actions. Sur les 19 actions identifiées, 63,16 % ont déjà été réalisées, traduisant une avancée significative dans la concrétisation des initiatives prévues. Le reste des actions se trouve soit en attente (26,32 %), soit en cours d'exécution (10,53 %), indiquant un pipeline de projets prêts à être lancés ou en phase finale de mise en œuvre. Cette répartition témoigne de la capacité de l'administration à combiner planification et action concrète, tout en respectant les échéances et les priorités nationales.

La cohérence des actions constitue un autre point fort du dispositif. Avec 95 % des initiatives alignées aux priorités et orientations stratégiques de l'État, la gouvernance publique montre une bonne harmonisation entre décisions politiques, planification ministérielle et exécution opérationnelle. Les 5 % d'actions non alignées restent marginaux, mais rappellent la nécessité de veiller à la consolidation continue des processus de suivi et d'évaluation pour éviter toute dispersion des efforts.

L'analyse sectorielle met en évidence une concentration des efforts sur les secteurs clés, notamment :

- ▶ Intérieur (15,79 %), priorité majeure pour le maintien de la sécurité et le renforcement de l'autorité de l'État.
- ▶ Gouvernance institutionnelle, Finances et Formation professionnelle (10,53 % chacun), représentant les piliers de la performance administrative, de la discipline budgétaire et du développement du capital humain.
- ▶ Les autres secteurs à savoir : Industrie, Sécurité, Commerce extérieur, Défense, Environnement, Infrastructures, Plan, Justice, Culture et Budget représentent chacun 5,26 %, témoignant d'une dispersion mesurée des interventions sur des domaines complémentaires mais moins prioritaires en début d'année.

Cette répartition illustre une stratégie gouvernementale clairement orientée vers les fonctions régaliennes et la performance institutionnelle, tout en maintenant un équilibre avec les enjeux économiques, sociaux et sectoriels. La combinaison d'un niveau élevé de réalisation, d'une cohérence stratégique forte et d'une priorisation sectorielle ciblée confirme que l'action publique est à la fois structurée et opérationnelle.

Toutefois, pour compléter pleinement le baromètre et en renforcer la valeur opérationnelle, d'autres analyses complémentaires devront être intégrées à l'avenir, notamment pour mesurer l'impact réel de ces actions sur les citoyens et les secteurs ciblés. Ces analyses permettraient d'évaluer non seulement le niveau de réalisation et la cohérence, mais aussi l'efficacité concrète et la pertinence des

interventions, offrant ainsi un outil plus complet pour le pilotage stratégique et la prise de décision.